

L'hon. M. Lambert: Un député dit qu'il est de 9 p. 100. Évidemment, je ne fais pas d'enchères aujourd'hui. Mais le taux est certainement de 8½ p. 100, et si le supplément de 1/8 est compris dans l'hypothèque, cela signifie une majoration totale de 2 p. 100. Il était fort possible, l'an dernier, d'obtenir une hypothèque au taux de 10 p. 100.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le député ne sait-il pas que les taux d'intérêt à court terme sont plus élevés aux États-Unis qu'ici?

L'hon. M. Lambert: Oui. Je sais aussi qu'à certains niveaux, l'impôt sur le revenu est plus élevé aux États-Unis qu'au Canada.

M. MacEwan: C'est un argument sans réplique.

L'hon. M. Sharp: Cela n'a rien à voir à la question.

M. MacEwan: Y a-t-il d'autres questions?

L'hon. M. Lambert: Il n'y a aucune raison pour que les taux d'intérêts aux États-Unis, à quelque niveau que ce soit, soient plus bas qu'au Canada. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que les taux d'impôt sur le revenu, aux États-Unis, soient tous plus bas qu'au Canada.

L'hon. M. Sharp: Il n'y a pas de rapport entre les deux.

L'hon. M. Lambert: Non, mais il y a place pour des différences.

Le gouvernement a besoin de fonds pour l'année qui vient. Il en a besoin à des fins de refinancement. J'espère que le collègue du ministre, le président du Conseil du Trésor, pourra nous dire, car cela me semble d'une importance cruciale—ces renseignements figurent peut-être dans les documents budgétaires mais je n'ai pu les trouver—combien il faudra d'argent au juste pour des fins de refinancement, autrement dit de conversion.

L'hon. M. Sharp: Tout cela se trouve dans les documents budgétaires.

L'hon. M. Lambert: J'espère que le ministre pourra nous dire le montant exact qu'il faudra et aussi ce que le gouvernement compte tirer des obligations d'épargne du Canada l'an prochain sous forme d'argent nouveau. C'est au Canada de répondre aux besoins de refinancement du gouvernement et des entreprises. Nous voulons connaître les besoins en argent, l'augmentation nette grâce aux obligations d'épargne du Canada, les exi-

[L'hon. M. Lambert.]

gences du refinancement, les nouveaux besoins en argent des provinces et les besoins en capitaux de l'industrie.

Nous savons que certaines industries ont emprunté à l'excès, l'an dernier, parce qu'elles ne pouvaient oublier leur expérience de mai 1966, alors que l'argent était si serré. Certes, certaines sociétés, refusant d'être encore prises de court, ont fait appel outre mesure au marché monétaire. Elles ont emprunté afin d'avoir des capitaux disponibles, selon certaines d'entre elles. Elles n'ont aucune peine à se charger de ces fonds supplémentaires, car elles peuvent faire des placements profitables à court terme. Les effets à court terme rapportent à un taux si élevé que les frais généraux des entreprises qui ont pu emprunter et mettre de côté des fonds supplémentaires, sont minimes.

J'ai lu un article de M. Meyer qui est très révélateur, mais je ne suis pas d'accord avec lui sur certains points. Je n'accepte pas certaines de ses déclarations, car il semble rationaliser après coup. Il néglige des éléments qui existaient à l'époque où certaines décisions ont été prises. Il peut maintenant rationaliser après coup. De toute façon, voyons ce qu'il dit dans un article publié dans le numéro d'octobre 1967 du *Monetary Times*. Son article est intitulé «L'argent et l'économie. Le gouvernement s'adaptera-t-il?» Je cite:

Le ralentissement de l'activité commerciale, cette année, aurait normalement été compensé par l'expansion monétaire et une réduction concomitante du coût de l'argent. La masse monétaire est de 11 p. 100 plus élevée qu'il y a un an.

Nous savons que la Banque du Canada a accru la masse monétaire depuis un an. J'y reviendrai plus tard. L'article continue en ces termes:

Le coût de l'argent a fléchi brièvement, le printemps dernier, mais il a monté depuis aux niveaux atteints l'an dernier, lorsque la situation était à son point le plus critique.

A en croire M. Meyer, la cause en est, bien entendu, la manière dont les gouvernements usent de leur droit de préemption sur le marché. Voici comment M. Meyer s'exprime dans cet article:

Le montant net des nouvelles émissions du gouvernement, pendant le premier trimestre...

Savoir le premier trimestre de 1967.

...s'est élevé à 771 millions de dollars, soit une augmentation de 545 millions sur l'année dernière. Le montant net des nouvelles émissions de sociétés...

Ça c'est l'argument révélateur.

...s'est élevé à 547 millions de dollars, soit une régression de 313 millions.